

Acheteur public : [Armement des phares et balises](#)

Direction service : [Armement des phares et balises](#)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Numéro de la consultation : [2025APBRH01](#)

Objet de la consultation :
[Transport routier d'équipages](#)

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

vendredi 14/03/2025 à 14 heures

SOMMAIRE

<u>Article 1 - Caractéristiques de la consultation</u>	4
<u>1.1. Objet du marché</u>	4
<u>1.2. Procédure de passation</u>	4
<u>1.3. durée du marché</u>	4
<u>1.4. Allotissement</u>	4
<u>1.5. Volumes de commandes</u>	4
<u>1.6. Formes des prix</u>	4
<u>Article 2 - Pouvoir adjudicateur</u>	4
<u>Article 3 - Dates d'envoi à la publication</u>	5
<u>Article 4 - Dossier de consultation</u>	5
<u>Article 5 - Dématérialisation de la consultation</u>	5
<u>Article 6 - contenu des offres</u>	6
<u>6.1. Pièces de candidature</u>	6
<u>6.2. Documents et contenu de l'offre</u>	7
<u>6.3. Variante</u>	8
<u>6.4. Durée de validité des offres</u>	8
<u>6.5. Groupement</u>	8
<u>Article 7 - Modalités de dépôt des offres</u>	8
<u>7.1. Dépôt des offres au format électronique</u>	8
<u>7.2. Dépôt des offres au format papier</u>	9
<u>Article 8 - Analyse des offres</u>	10
<u>8.1. Jugement des offres</u>	10
<u>8.2. Critères de conformité</u>	10
<u>8.3. Critères de validité des offres</u>	10
<u>8.4. Critères d'attribution des offres</u>	10
<u>8.5. Méthodes de notation des offres</u>	10
<u>8.6. Modalités d'attribution du marché</u>	11
<u>Article 9 - Personnes à contacter</u>	12
<u>Annexe 1 : Exigences relatives a la signature électronique de l'offre par l'attributaire</u>	13
<u>ANNEXE 2 : NOTATION marche – cf annexe en pj</u>	15

Dans le cadre de la présente consultation, un nombre réduit de documents administratifs est réclamé aux candidats.

Les attestations fiscales, sociales, d'assurance ou autres, ne sont réclamées qu'au seul candidat retenu lors de l'attribution du marché.

Les articles 7.1 et 7.2 du présent document expliquent en détail les différentes modalités de remise des offres.

ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché à bons de commande a pour objet le transport routier d'équipage entre le centre de balisage d'affectation et le navire. Le trajet s'effectue dans les deux sens entre La Charente-Maritime et la Loire-Atlantique à partir du 11 avril 2025.

1.2. PROCÉDURE DE PASSATION

La consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du CCP. Le marché est un MAPA à bons de commande.

1.3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché public est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de sa notification. Le marché est reconductible 3 fois.

1.4. ALLOTISSEMENT

La présente consultation est constituée d'un lot unique en application de l'article L2113-11 du CCP. Ce lot unique porte sur une solution permettant le transport routier d'équipage entre le centre de balisage d'affectation et le navire. La présente consultation n'est pas allotie car elle concerne le même trajet, l'allotissement serait de nature à augmenter le coût des prestations.

1.5. VOLUMES DE COMMANDES

En ordre de grandeur, le nombre annuel de trajets et de commandes est estimé entre 20 et 25. Cette information est donnée à titre indicatif et ne peut être contractuelle compte tenu des besoins effectifs de l'armement des phares et balises qui peuvent évoluer en fonction des aléas d'exploitation et météorologiques qui conditionnent les escales effectives du navire. Le volume effectif, supérieur ou inférieur à cette estimation, est sans incidence sur le BPU.

1.6. FORMES DES PRIX

Dans le cadre du présent marché, les prestations font l'objet de prix unitaires. Il s'agit de prix forfaitisés appliqués à une prestation déterminée. Les prix figurent dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Le présent marché est porté par :

L'Etat,

service à compétence nationale :

Armement des phares et balises
Adresse : 2, rue de Kérivoal – CS 93039 – 29334 QUIMPER CEDEX
mél. Apb.dam.dgampa@developpement-durable.gouv.fr
SIRET : 13000321300027
TVA intracommunautaire : FR05130003213
Tél : 02 90 08 55 24

L'Armement des phares et balises est représenté par son directeur Antoine Matthys.

ARTICLE 3 - DATES D'ENVOI À LA PUBLICATION

Sur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> : le 21/02/2025

ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation mis en ligne sur la PLACE est composé des documents suivants :

- le présent règlement de la consultation et ses annexes
- le cahier des clauses particulières CCP et ses annexes
- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- l'annexe financière - BPU
- les formulaires DC1, DC2 et DC4

ARTICLE 5 - DÉMATÉRIALISATION DE LA CONSULTATION

La Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) est accessible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges de documents dans le cadre de la consultation.

Les entreprises candidates ont la possibilité de consulter les avis publiés sur la PLACE, retirer le dossier de consultation et poser des questions sur le dossier de consultation.

Les questions et les réponses se font par voie électronique, par l'intermédiaire de la PLACE (les questions et les réponses par courrier, courriel, télécopie ou téléphone ne sont pas autorisées).

Préalable

Les candidats doivent se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur la PLACE, pour toute action sur ce site.

Un guide d'utilisation est également disponible sur la PLACE à la [rubrique Aide](#).

Retrait du dossier de consultation

Les candidats peuvent retirer le dossier de consultation sur la PLACE sous la référence 2025APBRH01.

L'identification du candidat n'est pas obligatoire pour retirer le dossier de consultation. Cependant, il est précisé que l'identification au moyen d'une adresse de messagerie valide est indispensable pour permettre au candidat de recevoir les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par l'APB les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .doc, .xls, .ppt, .pdf, .zip, .odt, .ods, .odf.

Questions posées sur le CCP

Les candidats peuvent poser des questions relatives au dossier de consultation, obligatoirement sur la PLACE, jusqu'au **05/03/2025 à 14 heures au plus tard**.

Les réponses aux questions posées par les candidats sont mises en ligne sur la PLACE au plus tard le **07/03/2025**.

Modifications du dossier de consultation

L'APB se réserve le droit d'apporter au dossier de consultation, au plus tard le 07/03/2025, des modifications ne remettant pas en cause l'essentiel du projet.

En cas de modifications importantes, un nouveau délai de remise des offres peut être ouvert à compter de la date d'envoi du rectificatif aux candidats. Ceux-ci doivent répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir relever aucune réclamation.

Les modifications sont mises en ligne sur la PLACE.

Si la date de réception des offres est reportée pendant la phase de consultation, les dispositions du présent règlement s'appliquent en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 - CONTENU DES OFFRES

6.1. PIÈCES DE CANDIDATURE

Le candidat doit fournir les éléments détaillés ci-après, rédigés en langue française :

- le chiffre d'affaires
- les effectifs
- la liste des principaux services fournis
- le K-bis

En application de l'article R2193-1 du code de la commande publique (CCP), si le candidat mentionne dans son offre un ou des sous-traitants, il précise les capacités techniques, professionnelles et financières des sociétés déclarées.

En cas de réponse en groupement, les éléments précédents sont fournis pour chacun des membres du groupement.

L'identité de chaque membre du groupement doit être impérativement précisé dans l'acte de candidature.

Par ailleurs, il est nécessaire de fournir un document d'habilitation du mandataire signé par ses membres mentionnés dans l'acte de candidature. Ce document précise l'étendue de cette habilitation à présenter la candidature et/ou l'offre (le contrat et ses annexes) pour le compte de ses membres.

6.2. DOCUMENTS ET CONTENU DE L'OFFRE

Le candidat doit fournir un mémoire technique détaillé, rédigé en langue française et précisant :

1. l'engagement du candidat à satisfaire les conditions des CCP pour le transport d'équipage entre le centre de balisage d'affectation et le navire.
2. le descriptif technique présentant la manière dont ces engagements seront remplis et les moyens mobilisés par le candidat pour satisfaire l'exécution du marché.
3. Les éléments ci-dessous permettant d'apprécier la qualité de l'offre :

Complétude et qualité générale de la réponse : le candidat présente un mémoire / réponse indexé, clair, et complet, qui offre un niveau de détail et de documentation suffisant pour l'appréciation de la réponse à chaque point du CCP.

Organisation et capacité de résilience de l'entreprise : le candidat expose l'organisation générale de son entreprise, ainsi que l'organisation et les moyens mis en œuvre afin de garantir la régularité et la continuité du service, y compris en situation d'aléa. S'il en dispose, le candidat communique les statistiques de ponctualité des services existants par ailleurs. Le candidat précise également l'organisation et les moyens prévus pour assurer la suppléance des véhicules ou du personnel en situation d'aléas, et le délai de reconfiguration généralement observé en pareil cas.

Prévention des risques en matière de sécurité routière : le candidat présente son plan de prévention des risques en matière de sécurité routière, le suivi et la gestion périodique réalisée pour la conduite de ce plan, et les actions de formation interne et externe du personnel réalisées afin d'améliorer la prévention du risque. Si une disposition matérielle spécifique, en équipement ou en maintenance, est prévue afin de contribuer à la maîtrise du risque, elle est précisée. S'il en dispose, le candidat communique les statistiques de l'accidentologie routière relatives aux prestations de transport de personnes qu'il exerce par ailleurs, les tendances observées, et le cas échéant les mesures prises en conséquences.

Type et confort des véhicules proposés : l'offre précise les types de véhicules envisagés, en particulier la capacité, l'âge, et la consommation des véhicules (données constructeurs). L'offre spécifie, par toutes normes ou indicateurs jugés pertinents, le niveau de confort couvert par les véhicules proposés. Si cette donnée est disponible, l'offre précise la donnée relative au mesurage du bruit intérieur des véhicules proposés.

Méthode de réservation et délai de réponse : l'offre détaille la méthode de réservation envisagée, et le délai de réponse auquel s'engage à répondre le titulaire. Elle précise les horaires de disponibilités du personnel en charge de la réservation.

Dispositif d'écoute et de satisfaction client : l'offre précise si le titulaire dispose d'un système d'écoute client et de mesure de satisfaction. Le cas échéant, il communique les données de satisfaction clients des 3 dernières années.

Données relatives au volet environnemental de l'offre : le candidat transmet les valeurs précisées à l'annexe « notation du marché ». Celles-ci comprennent les données V7 des certificats d'immatriculation des véhicules proposés. Le cas échéant, le candidat justifie de la formation à l'écoconduite des chauffeurs. Le cas échéant, il justifie également de la certification ISO 14000 de l'entreprise.

4. tout autre élément que le candidat estime nécessaire de fournir à l'appui de son offre.

6.3. VARIANTE

Les variantes ne sont pas autorisées.

6.4. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

La durée de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

6.5. GROUPEMENT

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement. En cas de groupement, celui-ci peut adopter la forme solidaire ou conjointe.

En cas de groupement conjoint, le mandataire conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'APB pour l'exécution du marché.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Bien que ces groupements soient dotés de la personnalité juridique, ils agissent en tant que mandataires d'un groupement assimilable au groupement d'opérateurs économiques mentionné aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique.

Dès lors, la candidature et l'offre qu'ils sont susceptibles de présenter doivent désigner le mandataire et chacun des membres du groupement qui sont chargés de l'exécution des prestations.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉPÔT DES OFFRES

7.1. DÉPÔT DES OFFRES AU FORMAT ÉLECTRONIQUE

Si le candidat choisit de répondre sous format électronique, il dépose sur la PLACE l'ensemble des pièces réclamées à l'article 6 du présent document pour le **14/03/2025 avant 14 heures**.

La réponse électronique est constituée d'un dossier unique contenant les documents de candidature et l'offre technique et financière.

Recommandations pour le bon déroulement de la procédure

Les candidats doivent tenir compte des indications suivantes :

Les formats de fichiers acceptés sont les suivants : .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odf, .pdf, .zip (ou tout autre format de fichier couramment utilisé).

Les candidats sont invités à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »,
- faire en sorte que leur candidature et/ou leur offre occupe un volume raisonnable.
-

Accompagnement :

Un outil d'assistance en ligne est disponible lorsque vous avez un compte sur la PLACE et que vous êtes connecté (en haut à droite). L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une FAQ, en filtrant par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne, pré-alimentée de vos informations de connexion.

Copie de sauvegarde

Toute société qui dépose son offre par voie électronique sur la PLACE a la possibilité, parallèlement, d'adresser une copie de sauvegarde à l'adresse indiquée à l'article 2 du présent règlement de consultation, de manière à ce qu'elle y parvienne avant les date et heure limites de dépôt.

Cette copie de sauvegarde peut se présenter sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Sous format papier, elle est transmise dans une enveloppe qui porte la mention de l'appel d'offres auquel elle se réfère ainsi que la mention « copie de sauvegarde » à l'adresse suivante :

2025APBRH01	Armement des phares et balises
COPIE DE SAUVEGARDE	Bâtiment DDP / 2ème étage
	2, rue de Kérivoal - CS 93039
	29334 QUIMPER CEDEX

Cette copie de sauvegarde n'est ouverte que si l'ouverture du dépôt fait par voie électronique s'avère impossible. Dans le cas contraire, cette copie de sauvegarde est détruite par l'APB sans avoir été ouverte.

7.2. DÉPÔT DES OFFRES AU FORMAT PAPIER

Le candidat joint l'ensemble des pièces réclamées à l'article 6 du présent document.

Le candidat transmet son offre sous pli cacheté contenant une enveloppe intérieure également cachetée. Le pli intérieur porte la mention suivante :

MARCHE 2025APBRH01 – NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER – Nom de la société candidate. »

Les offres doivent être adressées par pli recommandé avec avis de réception ou déposées contre récépissé du lundi au vendredi, seulement et impérativement de 9 h à 12 h 00 et de 13 h 30 à 16 h 30 (jours ouvrés), de manière à parvenir à l'adresse ci-dessous, **pour le 14/03/2025 avant 14 heures:**

Armement des phares et balises - 2, rue de Kérivoal – 29000 QUIMPER

Les offres qui parviennent après les dates et heures limites fixées ci-dessus ne sont pas examinées.

ARTICLE 8 - ANALYSE DES OFFRES

8.1. JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement est effectué conformément aux dispositions des articles [L. 2151-1 à L. 2152-8](#) et [R. 2152-1 à R. 2152-12](#) du CCP.

8.2. CRITÈRES DE CONFORMITÉ

En déposant une offre, le candidat s'engage à respecter l'ensemble des exigences figurant dans les documents de la consultation.

8.3. CRITÈRES DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le candidat propose des véhicules ayant :

- une vignette crit'Air 2 ou 1
ou
- des véhicules 100 % électrique
ou
- des véhicules à hydrogène.

Toute offre contraire aux conditions ci-dessus sera rejetée.

8.4. CRITÈRES D'ATTRIBUTION DES OFFRES

L'APB retient les critères d'attribution suivants pour les offres déclarées conformes.

Critères	Pondération
PRIX	60,00 %
VALEUR TECHNIQUE	20,00 %
VALEUR ENVIRONNEMENTALE	20,00 %

8.5. MÉTHODES DE NOTATION DES OFFRES

La détermination des notes est établie conformément aux paramètres et formules précisés dans la fiche « notation marché » annexée au présent RC.

Le prix

Il comprend à hauteur de 70 % le tarif de base de la prestation correspondant au coût d'un transport, et à hauteur de 30 % les coûts supplémentaires éventuels prévus au § 4.4 du CCP. L'annexe « notation marché » présente la grille et les formules de notation appliquées au prix.

La valeur technique

L'annexe « notation marché » présente la grille et les critères de notation retenus pour la note technique.

Valeur environnementale

L'annexe « notation marché » présente la grille et les critères de notation retenus pour la note environnementale.

La mesure des émissions de CO2 des véhicules est le critère pris en compte à hauteur de 60 %. Pour cela, la valeur standardisée indiquée au champ V7 de la carte grise sera prise en référence.

8.6. MODALITÉS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le candidat reçoit une note pour chaque critère. Le candidat ayant obtenu la meilleure note totale est déclaré attributaire du marché public.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le marché est attribué au candidat ayant reçu la meilleure note sur le premier critère.

L'attribution définitive du marché public est prononcée par une décision motivée de l'APB.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public est invité à produire dans les 6 jours de la demande de l'APB, via la PLACE, conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 et R. 2143-5 à R. 2143-14 du CCP :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales dont la liste est fixée par [l'arrêté du 22 mars 2019](#) :
 - une attestation de régularité fiscale datée de moins d'un an attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée au 31 décembre de l'année précédente, qui peut être obtenue soit directement en ligne via [le compte fiscal](#) (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA, soit auprès du service des impôts des entreprises (SIE) via le formulaire n° 3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur...) ;
 - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale datée de moins de 6 mois émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions qui peut être générée depuis le service en ligne « [Mon URSSAF](#) » ou, le cas échéant, celui de la [MSA](#) ou « [Mon RSI](#) » ;
- pour le ou les candidat(s) dont l'effectif est égal ou supérieur à 20 salariés, un certificat attestant de la régularité de la situation au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés datée de moins de 6 mois, qui peut être obtenu auprès de l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (Agefiph) ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- une attestation d'assurance ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- le formulaire de candidature sur lequel il déclare sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas interdisant de soumissionner, soit au format papier, soit selon les modalités décrites en annexe au présent document ;
- en cas de groupement momentané d'entreprises, une habilitation du mandataire par

ses co-traitants ([formulaire DC1](#) signé) ;

- le cas échéant, en cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, la copie du jugement prononcé.

Pour l'ensemble des documents listés ci-dessus, le candidat doit joindre une traduction en français, s'ils sont rédigés dans une autre langue en application de l'article R. 2143-16 du CCP.

Si le candidat n'est pas en mesure de fournir les renseignements demandés dans le délai requis, ou si des écarts sont constatés entre l'offre remise initialement, après une éventuelle mise au point, et l'offre signée, le marché sera attribué à l'offre classée en deuxième position (sous réserve que le candidat fournisse à son tour les renseignements demandés).

– Après réception et vérification des documents mentionnés à l'article 12.3, le candidat retenu est invité à signer l'acte d'engagement joint au dossier de consultation et le formulaire de candidature sur lequel il déclare sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas interdisant de soumissionner, soit au format papier, soit selon les modalités décrites en annexe au présent document en cas de signature électronique.

En cas de candidature groupée, le contrat est signé par tous les membres du groupement ou par le mandataire s'il justifie de l'habilitation nécessaire.

ARTICLE 9 - PERSONNES À CONTACTER

Tout renseignement peut être demandée par la plateforme PLACE.

Personnes habilitées à fournir les renseignements relatifs à la consultation :

Sandrine DURAND	et/ou	Nicolas THUAYRE
Chargée de commande publique Armement des Phares et Balises Direction Générale Des Affaires Maritimes, De La Pêche Et De L'Aquaculture		Capitaine d'armement adjoint Armement des Phares et Balises Direction Générale Des Affaires Maritimes, De La Pêche Et De L'Aquaculture
CS 93039 29334 QUIMPER CEDEX Bureau 227 Tel : +33 2 99 33 43 65 sandrine.durand@mer.gouv.fr		Quimper Tel : +33 2 99 33 43 14 nicolas.thuayre@developpement- durable.gouv.fr

ANNEXE 1 : EXIGENCES RELATIVES A LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DE L'OFFRE PAR L'ATTRIBUTAIRE

La signature des offres n'est pas exigée au moment du dépôt mais au moment de l'attribution du marché.

Cette annexe vise à prévenir les candidats sur les exigences de l'ARP en ce domaine compte-tenu du délai d'obtention d'un certificat nominatif de signature électronique.

Le candidat déclaré attributaire du marché devra signer à minima le contrat joint au dossier de consultation.

S'il opte pour la signature électronique, le certificat de signature devra être conforme aux modalités décrites ci-dessous :

ATTENTION : Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés (XadES, CadES ou PadES).

Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

1) Certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité préconisé.

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification (AC) « reconnue »

Dans ce cas le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

La liste des autorités de certification françaises délivrant des certificats de signature conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) est accessible en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=commun.ListeAcRGS&calledFrom=entreprise>

2nd cas : Certificat de signature électronique non référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur la PLACE, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le candidat transmet les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification, etc.) ;
- les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'autorité de certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation) ;
- l'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

2) Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : Le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État (PLACE)

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

2nd cas : Le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit alors respecter les deux obligations suivantes :

- 1) produire des formats de signature XadES, CadES ou PadES ;
- 2) permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document et ce, gratuitement :

Le candidat transmet les éléments suivants :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est exigée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc).

ANNEXE 2 : NOTATION MARCHÉ – CF ANNEXE EN PJ